

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

ridicule de dépenser un milliard de plus par mois qu'il ne perçoit de recettes. Il est impossible de faire preuve d'une pire inconscience.

Le déficit de cette année représente \$473 par habitant, ou \$1,282 par contribuable, ou encore \$30.7 millions par jour. Ces chiffres sont probablement quelque peu périmés, car le déficit s'est accru considérablement depuis que le gouvernement actuel a pris le pouvoir en février.

En 1978-1979, le gouvernement Trudeau a accumulé un déficit de 12.1 milliards de dollars, soit plus que les dépenses totales de l'année qui a précédé l'arrivée au pouvoir du premier ministre actuel. Le gouvernement Trudeau accuse onze années de déficit sur ses onze années de pouvoir.

Quand un particulier, un homme d'affaires ou un gouvernement dépense plus que ses recettes, il lui faut emprunter pour payer ses dettes. Les dettes du gouvernement s'accroissent d'année en année, chaque fois que ses comptes financiers sont déficitaires. Il existe deux définitions courantes de «dette du gouvernement». Si la dette nette est la plus fréquemment employée, les deux sont valables en autant que l'on précise sur quelle définition on s'appuie.

La dette nationale brute comprend tous les éléments du passif du gouvernement, y compris les obligations, les bons du Trésor, les comptes à payer, les arrrages de salaires et les futurs versements de pensions de retraite. Au 31 mars 1979, notre dette nationale brute s'élevait à près de 98 milliards de dollars, soit \$4,145 par habitant ou encore presque \$12,000 par contribuable par année. En gros, cela donne \$1,000 par mois pour chaque contribuable canadien, et ce chiffre est à la hausse. Les contribuables peuvent méditer là-dessus, monsieur l'Orateur. Beaucoup s'imaginaient, lors des dernières élections, qu'ils auraient l'essence bon marché et ainsi de suite s'ils remettaient au pouvoir le gouvernement actuel, mais je peux vous assurer qu'il n'y aura rien de bon marché. Cette dette énorme leur coûte chaque mois \$1,000 qu'ils n'ont pas.

On obtient le chiffre de la dette nette en soustrayant les avoirs de la dette nationale brute. Le 31 mars 1979, la dette nette dépassait 55 milliards de dollars, ce qui fait \$2,361 par habitant ou \$6,371 par contribuable. Pendant les 11 ou 12 dernières années de régime libéral, la dette nette a augmenté de 231 p. 100 et elle augmentera encore beaucoup évidemment, car le 4 mars les libéraux ont repris le pouvoir. Ils n'ont pas encore eu vraiment le temps de vraiment délayer la bourse, mais prenez garde, ils se font la main.

L'intérêt de la dette publique sera d'environ 8 milliards et demi cette année et de 10.2 milliards l'année prochaine. Sur chaque dollar prélevé en impôt, 22c. sont affectés au service de la dette publique qui nous coûte un million de dollars l'heure, soit par an \$356 par habitant ou \$964 par contribuable.

Tous les contribuables que le sujet intéresse pourront lire mon discours et ceux des autres députés qui parleront cet après-midi et dont les arguments seront certainement excellents, et ils auront tout le loisir d'analyser ces chiffres et de réfléchir à ce que le gouvernement actuel leur coûte. Ils se rendront compte que le coût de la vie ne diminuera pas du tout sous le règne de ce gouvernement. Ça va leur coûter cher, pour toujours.

Je tiens à féliciter le député de Esquimalt-Saanich (M. Munro) d'avoir relevé des chiffres très intéressants qui mon-

trent ce que cette dette coûte à tous les Canadiens. Au Canada, la dette nette s'élève à près de \$2,400 par personne. Chaque homme, chaque femme, chaque enfant devra supporter les frais d'une portion de la dette qui représentait exactement \$2,360 en 1979. Nous ne connaissons pas encore les chiffres pour 1980. C'est une situation très inquiétante qui préoccupe non seulement le Parlement, mais aussi les Canadiens en général.

Sous l'administration précédente du chef de l'opposition (M. Clark), le gouvernement avait pris certaines mesures pour redresser la situation, monsieur l'Orateur, mais le gouvernement libéral actuel les a malheureusement laissées tomber. D'après l'ancien président du Conseil du Trésor, le député de York-Peel (M. Stevens), si l'on n'appliquait pas les mesures budgétaires réalistes qui avaient été proposées par l'ancien ministre des Finances, le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie), le déficit fédéral serait de 18 milliards de dollars en 1984. Pour l'année financière 1980, le déficit fédéral devrait s'élever à 11.8 milliards de dollars, si le gouvernement ne reprend pas les mesures qui se trouvaient dans le budget de M. Crosbie. S'il les reprenait, le déficit serait ramené à 11.25 milliards de dollars.

Nous avons pris la bonne voie en commençant à réduire certaines des dépenses incontrôlées. Depuis juillet dernier, le gouvernement progressiste-conservateur avait économisé un milliard et demi de dollars. Même avec le budget Crosbie, la dette publique aurait augmenté de 22.6 p. 100 au cours des quatre prochaines années. Le déficit ne serait pas redescendu en dessous de 9 milliards de dollars avant 1984.

L'effet cumulatif est même encore plus inquiétant. Sans le budget Crosbie, le déficit fédéral dépassera 27 milliards de dollars entre 1980 et 1984. Le déficit accumulé sur une période de quatre ans représente une hausse de la dette nette du Canada qui, même avec les mesures d'austérité contenues dans le budget Crosbie, la fera passer de 55.8 milliards de dollars en 1979 à 105.6 milliards de dollars en 1984. C'est presque le double, monsieur l'Orateur, et vous pouvez donc constater la pente dangereuse sur laquelle nous entraînons les gouvernements libéraux successifs. Sans le budget progressiste-conservateur la dette nette aurait atteint 133 milliards de dollars d'ici à 1984 soit plus de 25 p. 100 de plus que le chiffre prévu.

Le budget a malheureusement été défait et nous en sommes maintenant revenus aux vieilles pratiques des Libéraux qui abolissent toutes les mesures de contrôle encore existantes et nous en recevons la confirmation à chaque rapport annuel du Vérificateur général.

Les députés d'en face nous posent beaucoup de questions et nous demandent entre autres choses quels sont les programmes dont nous voudrions réduire les crédits. Voilà une attitude qui fait très vieux jeu. On cherche à donner l'impression aux Canadiens que les fonds publics servent exclusivement à financer des programmes sociaux. C'est absurde! Il existe bien des domaines où le gouvernement fédéral peut réduire ses dépenses et l'une des choses que le gouvernement Clark avait projetées de faire, c'était de donner suite à toutes les recommandations du rapport du vérificateur général et de la Commission Lambert, les deux ayant déjà affirmé qu'ils étaient incapables de déterminer à quoi servait la moitié des sommes dépensées, que le contrôle était inexistant. Ces choses, ils les ont répétées dans tous leurs rapports.